

Discours de José Manuel Barroso sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

Source: Parlement européen, Rue Wiertz, 1047 Bruxelles - Belgique.

Conseil européen / Présidence luxembourgeoise 2005- Bruxelles: Parlement européen - Division de l'audiovisuel [Prod.], 22.06.2005. Parlement européen, Bruxelles. - VIDEO (00:20:25, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jose_manuel_barroso_sur_le_bilan_de_la_presidence_luxembourgeoise_du_conseil_europeen_bruelles_22_juin_2005-fr-08e6283d-e8cf-46ad-98a3-bd85cf88ddbe.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Discours de José Manuel Barroso sur le bilan de la présidence luxembourgeoise du Conseil européen (Bruxelles, 22 juin 2005)

[José Manuel Barroso] Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, Mesdames et Messieurs les membres du Parlement, un jour, un de mes maîtres m'a recommandé de toujours être pessimiste car ainsi, toute ma vie, soit j'aurais raison, soit j'aurais des surprises agréables. À en juger par les réactions et événements de ces derniers jours, le pessimisme semblerait pleinement se justifier, mais je dois vous dire que je ne crois pas au pessimisme. Je crois pouvoir vous dire que, plus que jamais, il est nécessaire de montrer notre détermination. Il est vrai qu'il y a des problèmes en Europe et il est vrai que les problèmes sont graves, mais nous devons faire face à ces problèmes et être capables de trouver une solution. Au cours de la Présidence luxembourgeoise, nous avons assisté à la réalisation de grandes initiatives et d'innovations qui détermineront les activités de l'Union européenne pour les années à venir. Permettez-moi de revenir tout d'abord, dans l'optique de la Commission, sur ces six derniers mois, une période qui a été marquée par l'expérience et la conviction européenne de mon ami Jean-Claude Juncker. Nous sommes parvenus tout d'abord à adopter nos objectifs stratégiques pour l'Union sur les cinq années à venir. C'est la première fois qu'ils ont été approuvés conjointement avec le Conseil et le Parlement. Aujourd'hui, les mêmes grands principes directeurs en matière de prospérité, de solidarité et de sécurité nous fournissent un cadre, un cadre commun aux institutions de l'Union européenne. La possibilité existe donc pour que notre action soit beaucoup plus efficace et ciblée, pour que notre action puisse se traduire par un réel partenariat pour le renouveau. C'est également à la Présidence luxembourgeoise que l'on doit d'avoir négocié un accord sur la manière de fonder le pacte de stabilité et de croissance sur une base plus réaliste et praticable. Cette réforme n'a ni affaibli ni relâché le pacte. Elle a même donné plus de flexibilité aux gouvernements pour optimiser, grâce aux instruments fiscaux, la croissance au cours du cycle économique. Mais le plus grand succès de la Présidence luxembourgeoise, dans l'optique des priorités de la Commission, a peut-être été le renouveau de la stratégie de Lisbonne lors du Conseil européen de printemps. Cela a constitué un progrès, non seulement pour les institutions et les gouvernements, mais également pour tous les citoyens européens. Il est bon de rappeler que, quelle que soit l'importance du débat institutionnel, la plupart des Européens, quand ils se réunissent en famille, quand ils se réunissent à l'école, sur leur lieu de travail ou pendant leurs loisirs, ne discutent pas des éventuelles configurations de la minorité de blocage dans le système de vote à la majorité qualifiée. Ce qui préoccupe nos concitoyens, c'est plutôt le ralentissement de l'économie. Ils s'inquiètent surtout pour leur emploi ou de la difficulté à trouver du travail. C'est pourquoi nous avons renouvelé la stratégie de Lisbonne: croissance et emploi. C'est pourquoi nous pensons que nous devons, nous tous, les institutions européennes, travailler davantage à ce qui concerne plus directement la vie de nos citoyens. C'est là la voie pour renouer les liens entre l'Europe et ses citoyens et pour répondre aux préoccupations des Européens. Cela dit, il y a eu d'autres succès pendant la Présidence luxembourgeoise, notamment dans nos relations extérieures. Le président Juncker l'a déjà dit: le sommet avec la Russie, ceux avec le Canada et les États-Unis, les meilleurs rapports que nous entretenons aujourd'hui avec notre grand partenaire de l'autre côté de l'Atlantique, tout cela est à mettre au crédit de la Présidence luxembourgeoise. Au cours de ce dernier Conseil européen, nous avons surtout analysé deux questions: que faire dans cette période d'après référendum aux Pays-Bas et en France et que faire concernant les perspectives financières? Tout d'abord, le débat sur le futur de l'Europe. La décision du Conseil européen me paraît une décision sage. Les leaders européens ont décidé d'avoir un espace de réflexion et ont ouvert la porte au débat, aux dialogues et à la démocratie. Vous vous rappelez sans doute que la Commission avait dit, juste à la veille du Conseil européen, qu'elle voulait, pour sa part, engager ce débat, en allant, si nécessaire, et c'est ce que nous allons faire, dans tous les pays membres de l'Union pour débattre et écouter, non seulement les gouvernements, ce qui est sans doute important, mais aussi les parlements, les partenaires sociaux et la jeunesse de ces pays. Nous sommes très fiers d'avoir reçu de la part du Conseil européen un mandat pour avoir un rôle spécial dans cette entreprise, dans ce débat que l'on doit organiser dans chaque État membre, mais que l'on doit aussi poursuivre au niveau européen. Nous allons le faire et nous espérons qu'à la fin de cet exercice, nous pourrons présenter à tous les Européens notre vision stratégique pour l'Europe. Comment sera l'Europe dans les années à venir, dans les six, quinze années à venir? Il faut engager ce débat sans avoir peur d'aucun des sujets, même ceux qui sont plus difficiles et plus complexes pour les institutions. Il faut discuter non seulement des dépenses mais aussi des objectifs. Il faut parler du modèle social européen. Comment y travailler au XXI^e siècle? Comment moderniser ce modèle social européen? Comment parvenir à un équilibre en matière de législation communautaire? Comment éviter la bureaucratie au niveau européen?

Comment procéder à d'autres élargissements, de façon à que les Européens puissent les soutenir et comprendre l'importance d'avoir une Europe unifiée? Nous sommes sûrs que le Parlement européen aura son mot, un mot très important, à dire dans ce débat et nous, la Commission européenne, voulons travailler avec vous car nous pensons qu'il est nécessaire de construire un nouveau consensus en Europe. J'en viens maintenant au deuxième sujet principal du sommet de la semaine dernière. Il est fort décevant que nous n'ayons pas été à même de parvenir à une conclusion sur les perspectives financières. La présidence s'est efforcée sans relâche de réaliser une avancée majeure, et je dois dire que nous étions à deux doigts d'un accord. Malheureusement, les débats sur le budget révèlent rarement les plus beaux côtés des États membres et, tristement, la semaine passée n'a pas dérogé. On relève des opinions fondamentalement divergentes et des intérêts nationaux évidents, mais en soi, cela n'a rien d'inhabituel. Ce qui rend la situation particulièrement délicate, c'est que cette impasse sur les perspectives financières vient après deux «non» dans des référendums nationaux. Je déplore que lors du sommet européen, les dirigeants n'aient pu faire preuve d'un véritable esprit de compromis et de solidarité en cette occasion capitale. Mais il serait erroné de donner l'impression que nous n'avons obtenu aucun résultat la semaine dernière. Le travail consciencieux de la présidence luxembourgeoise au cours du semestre écoulé nous a fait faire un sacré chemin. Ce point est important parce qu'il est réellement urgent que nous parvenions à un accord. Sans accord, nous risquons la paralysie, ce qui aura un effet désastreux sur nos politiques et sur tous les États membres, en particulier les dix nouveaux. Je voudrais souligner l'approche très constructive adoptée par les nouveaux États membres. Certains me demandent parfois s'il n'est pas plus difficile de siéger à la Commission maintenant que l'Union compte 25 - et très bientôt 27 - États membres. L'Union européenne n'est-elle pas nettement plus complexe et difficile? Je réponds qu'elle l'est effectivement, mais soyons francs: les problèmes que nous connaissons aujourd'hui en Europe ne sont pas le fruit des exigences des nouveaux États membres; ces derniers ne sont pas responsables des problèmes actuels de l'Europe. Quand on se penche sur le travail de la présidence luxembourgeoise, force nous est de constater que nous ne pouvons reculer. Il nous faut poursuivre sur les résultats de la présidence sortante afin d'atteindre un accord dès que possible. La présidence entrante a clairement fait savoir qu'elle entend également emmener de l'avant ces dossiers et nous attendons désormais avec intérêt que la présidence britannique relance le processus. La Commission est prête à collaborer avec cette présidence et tous les États membres. Des efforts supplémentaires sont nécessaires. J'ai dit sans détours la semaine passée que j'ai un vrai problème avec la dévalorisation de certaines des politiques mises en exergue par la Commission et le Parlement. Cela vaut en particulier pour les politiques visant à relancer le dynamisme économique. Réduire les dépenses proposées par la Commission dans des domaines tels que la recherche, l'innovation, l'éducation ou les réseaux de transport et d'énergie aura un réel coût politique. Il est peu probable que nos concitoyens se montrent indulgents si nous ne tenons pas nos engagements concernant la croissance et les emplois. Mais soyons francs. Le problème, lorsque le Conseil a revu à la baisse l'ambition de la proposition de la Commission et du Parlement et lorsqu'il a décidé de suivre le «club du 1 %», c'est que les domaines les plus sévèrement sacrifiés sont précisément la compétitivité, la croissance, l'éducation, l'innovation et la recherche. La cohésion est restée plus ou moins indemne. La politique agricole commune a bien sûr été maintenue conformément à l'accord conclu il y a trois ans, mais des coupes majeures ont été opérées dans les domaines de la compétitivité, de la croissance, de l'innovation et de la recherche. Cela montre le prix de cette fameuse lettre envoyée par six États membres réclamant un pour cent. Il est regrettable que les États membres qui ont convenu d'un plafond de dépense d'un pour cent - ceux qui se sont entendus sur ce point - ne puissent maintenant parvenir à un accord au Conseil européen. En effet, ils étaient divisés sur le sujet. Cela illustre ce qui se produit trop souvent aujourd'hui en Europe. Il est plus facile d'obtenir une coalition pour un vote négatif que pour un «oui», alors que ce dont l'Europe a besoin aujourd'hui, c'est de coalitions pour le «oui», et non plus de coalitions en faveur du «non». Ces coalitions importantes sont nécessaires à la poursuite du projet européen. La Commission poursuivra son travail et continuera de s'efforcer d'atteindre un accord équilibré avec les États membres. Le Parlement doit y être associé. Nous voulons être sûrs que lorsque le Conseil européen sera prêt à passer un accord, la signature d'un accord interinstitutionnel entre toutes les parties - le Parlement, le Conseil et la Commission - pourra s'ensuivre rapidement. Les négociations ne prendront fin qu'à ce moment-là. Je compte sur le soutien du Parlement à cet égard. Je ne veux pas sous-estimer le degré de difficulté ou les désaccords sur les priorités, mais ce débat nécessaire ne doit pas retarder l'accord. C'est pourquoi, avant même le Conseil européen, la Commission a proposé une clause de révision. J'ai été très heureux de travailler avec le président en exercice du Conseil, M. Juncker. Ainsi qu'il l'a dit plus tôt, nous avons discuté d'une clause de révision avec les États membres. Cela signifie que, comme nous ne savons pas

précisément comment sera le monde en 2013, nous ne devrions pas tenir un débat global avant d'approuver les perspectives financières. Par contre, nous devrions approuver aussitôt que possible les perspectives financières et puis fixer une réunion ultérieure en vue d'adapter notre budget à l'évolution des priorités et de l'environnement international. C'est la sagesse même. Nous ne devons pas brandir le débat général sur les priorités comme une raison ou un prétexte pour ne pas chercher un accord sur les perspectives financières. En même temps toutefois, il est vrai que nous devrions entamer un débat sérieux sur la réforme du budget communautaire. Nous devons regarder de l'avant. Il n'est pas moins vrai que nous devrions nous réunir ultérieurement afin d'aborder toutes ces questions importantes. C'est la raison pour laquelle nous devrions respecter le délai de la prochaine phase des négociations. Sans quoi, nous pourrions échouer, et il est de mon devoir d'attirer l'attention de ce Parlement sur le risque de paralysie dans l'Union européenne. Nous devons parer ce risque. Même dans cette situation très difficile, nous continuons de prendre des décisions. Comme l'a dit M. Juncker, le président en exercice du Conseil, à l'issue du Conseil européen, nous prenions des décisions avec nos partenaires aux États-Unis et au Canada. Hier, je me trouvais en Italie pour l'inauguration de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Aujourd'hui, la Commission a pris d'importantes décisions concernant un livre vert sur l'efficacité énergétique et un nouveau régime pour les marchés du sucre. Nous continuons de prendre des décisions. Je vous assure que la Commission n'a pas la moindre réticence concernant les décisions ou les mesures que l'Europe mérite. Mais il importe à présent d'impliquer le Conseil, tous les partenaires et toutes les institutions et d'avancer dans la même direction. Je vous demande de ne pas oublier les autres avancées du Conseil européen. Nous avons assisté à l'approbation des nouvelles lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi et d'un plan d'action pour la mise en œuvre du Programme de La Haye en faveur de la liberté, de la sécurité et de la justice. Ces deux résultats répondent à nos deux objectifs clés que sont la prospérité et la sécurité ainsi qu'aux préoccupations dominantes de nos concitoyens. Le Conseil européen a également approuvé les principes directeurs du développement durable. Cette démarche devrait assurer une amélioration constante de la qualité de vie, non seulement pour les générations actuelles, mais aussi pour celles de demain. Il y a également eu la décision capitale de confirmer au plus haut niveau - lors d'un sommet européen - les décisions prises par les ministres du développement à la suite d'une proposition de la Commission concernant notre engagement à surveiller notre aide au développement et notre responsabilité à l'égard de l'Afrique. C'est là une avancée majeure du Conseil européen. Et maintenant, que se passe-t-il? Le verre est-il à moitié vide ou à moitié plein? Comme je l'ai dit auparavant, le problème est grave, mais nous pouvons en faire une occasion à saisir. Tôt ou tard, cette clarification devait venir et, regardons les choses en face, cette occasion s'offre maintenant à nous. Nous sommes plus près d'un accord sur les perspectives financières que beaucoup le croient. Il y a lieu de se rappeler également que jamais, dans l'histoire de l'Union européenne, aucun paquet financier n'a été approuvé lors du premier cycle de négociation. J'invite dès lors toutes les parties concernées à réfléchir aux conséquences de l'impasse et à faire preuve d'une certaine flexibilité. J'exhorte toutes les parties à moins recourir à la rhétorique nationaliste et à se lancer dans une solution réellement européenne. Le fait est que la présidence luxembourgeoise en général et le Conseil européen en particulier ont à leur actif de nombreux résultats dont nous pouvons être fiers. Il est vrai qu'il reste encore fort à faire. Avec les députés de cette Assemblée, la Commission œuvrera à un futur qui confirmera la capacité de l'Europe à veiller à ses affaires, même si notre époque demande mieux qu'un simple «les affaires continuent». Nous serons alors en mesure de prouver que les pessimistes et les détracteurs n'ont pas toujours raison et qu'il y a motif à se montrer confiant dans l'avenir. Je voudrais conclure sur un mot pour mon ami Jean-Claude Juncker. Non seulement pour Jean-Claude Juncker, mais aussi pour toute la Présidence luxembourgeoise, pour le ministre des affaires étrangères, pour le ministre des affaires européennes, pour les diplomates et pour les experts. J'ai été vraiment ému de voir la conviction, la détermination, l'enthousiasme de toute cette équipe, extraordinaire. Au nom de la Commission européenne, je veux te dire, Jean-Claude, ainsi qu'à tous tes collaborateurs, merci pour ce que vous avez fait pour l'Europe. J'espère, et je suis sincère, avoir l'occasion de dire la même chose au prochain président du Conseil européen. Je dirai la même chose si je le pense, je ne dirai pas la même chose si je ne le pense pas. Les présidences passent, la Commission demeure. La Commission défend l'intérêt général européen et je veux vous dire que la Commission, avec l'appui et le soutien de ce Parlement, je l'espère, continuera à donner tout son appui sincère aux différentes présidences. De son côté, la Commission attend des différentes présidences la même vocation, la même détermination et le même enthousiasme pour notre Union européenne.